

LE GRAND SOIR

mercredi 25 septembre 2013

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

C'est pour quand le Dictionnaire du peuple ? **Le radicalisme, le vrai...**

Merci de mentionner les
sources.

Michel ROLLAND

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :

  

Voici déjà un peu plus de 40 ans, le 11 septembre 1973, était assassiné le président du Chili, Salvador Allende, lors d'un coup d'État sanglant perpétré par la bourgeoisie capitaliste américaine dans le but d'assurer l'efficacité, le maintien, la pérennité du libéralisme économique en ce pays. La presse capitaliste présentait alors le régime renversé comme radical, parce que communiste. Depuis longtemps, la bourgeoisie joue avec les mots, les tripote dans le but de nous manipuler. Elle donne à certains mots une consonance péjorative et à d'autres une consonance méliorative. Comme elle contrôle les médias, le livre, les librairies ; elle contrôle les dictionnaires qui comme le Larousse et le Robert donnent aux mots le sens qu'elle veut bien leur attribuer. Selon Antidote, inspiré du Robert, le mot « radical » prend le sens général suivant : Attitude intellectuelle d'une intransigeance absolue. Qui, d'emblée, aimerait correspondre par son attitude à une telle définition, surtout quand on connaît les mots « ouverture », « compromis », « écoute », « empathie » ? On ne se veut pas « radical ». On ne se veut pas bêtement intransigeant.

Si nous lisons plus loin la définition de radical, nous lisons ceci : « Attitude d'esprit des personnes qui désirent une rupture totale et définitive avec le passé politique et institutionnel. ». Donc, rompre complètement avec le passé politique et institutionnel est « radical ». En 2013, quel est donc ce passé politique et institutionnel au Québec, en Occident ? Nous n'avons pas à chercher longtemps pour que nous revienne en mémoire la société capitaliste bourgeoise issue des révolutions de 1776 et de 1789, ainsi que l'Église catholique qui après avoir soutenu les rois s'est mise au service des bourgeois. « Radical », pour terminer, se définit aussi comme suit : « Au sens large, le radicalisme est l'ensemble des tendances politiques éloignées du centre. » « Centre » se définit comme suit : « Courant politique de tendance intermédiaire entre la droite et la gauche. » Voilà qui n'est pas très éclairant. En réfléchissant un peu, on peut conclure que le centre n'est ni socialiste, ni nazi. En poussant plus loin, on se rend compte qu'il est libéral, capitaliste.

Ces libéraux sont les promoteurs du suffrage universel, de la démocratie, de la liberté pour les individus et de la propriété privée. Comment peut-on s'opposer à la démocratie ? au suffrage universel ? à la liberté ? et même à ce que chacun détienne le droit de propriété ? Comment peut-on s'opposer à la vertu ?

Le radicalisme, l'extrémisme, se trouveraient surtout à gauche, particulièrement chez les socialistes et les communistes. Un homme appelé Soljenitsyne a dénoncé l'univers concentrationnaire mis en place dès la

révolution bolchevique de 1918, mais surtout sous le psychopathe Staline. Après quatre années passées dans l'armée soviétique, il fut arrêté en 1945 pour avoir écrit des textes critiques vis-à-vis de Staline et de ses choix militaires. Il écrivit alors un livre intitulé L'Archipel du Goulag où la terreur stalinienne s'affichait dans toute son horreur avec les arrestations, les enfermements, les tortures et les procès arbitraires. Les apôtres de la vertu, les libéraux, fort du capital qu'ils détenaient s'emparèrent de ce texte devenu la bible de tous ceux qui voulaient détruire le communisme. Ce texte fut utilisé pour discréditer toute tentative de réhabiliter le communisme et le socialisme en général dans le monde. Des individus comme Bernard-Henri Lévy, en France, firent de cet ouvrage leur bible et partirent prêcher contre le socialisme. BHL devint lui-même une sorte de Soljenitsyne second, jeune et prisé des médias, déterminé à s'attaquer à tous ceux qui osaient défendre les idéologies communistes. La vertu contre le mal ! La propagande libérale capitaliste, savamment orchestrée faisait passer un homme, Staline, pour une institution politique, le communisme. Elle se gardait bien de dire combien de communistes, de vrais, avaient été tués, torturés, emprisonnés par le dictateur Staline qui utilisait le communisme plutôt que de le servir.

Tout cela n'était pas le fruit du hasard. Le libéralisme a pour valeurs la liberté individuelle, la créativité individuelle, la responsabilité individuelle, l'indépendance personnelle, le respect des droits individuels, etc. Dans la Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen française, il se définit comme suit :

- l'égalité en droit ;
- la liberté individuelle et la responsabilité qui en découle ;
- la propriété privée ;
- le droit de résistance à l'oppression ;
- la recherche du bonheur et la sûreté.

Il définit la liberté individuelle comme étant l'absence de contrainte exercée par les autres individus, ou comme le droit d'agir sans contrainte dans la limite des droits légitimes des autres. Sauf que la plupart des libéraux ne se posent pas ces questions de principe ; leur opinion est que le pouvoir politique est bien trop étendu, et s'étend sans cesse. Ils cherchent donc les moyens de restreindre et d'inverser cette expansion de l'État. Il va de soi que le socialisme en privilégiant les intérêts de la collectivité contrôlés par l'État plutôt que ceux de l'individu, vient en opposition avec le libéralisme, d'où les campagnes anti-communistes des libéraux.

Le libéralisme économique donne une grande place au principe de propriété individuelle et s'oppose aux pouvoirs qui perturbent le libre jeu de la concurrence. L'étatisme, l'État-providence, représentent pour lui des barrières au commerce. Le capitalisme doit prendre toute la place. Seul compte le capital, et pour défendre ses intérêts, tous les moyens sont permis pour la bourgeoisie. Les capitalistes en s'emparant de l'ensemble des médias ont pris le contrôle de la pensée des Occidentaux. Ils leur disent pour quels partis, pour quels candidats voter. Ainsi, ils ont éliminé la démocratie qu'ils

prétendaient défendre. Les gouvernements occidentaux, celui du Québec en particulier, sont à sa solde. Les Obama, Hollande et Marois ne sont que ses laquais. Ils ont aussi pour les servir, des organismes comme le FMI, l'OMC, la Banque mondiale et même dans une certaine mesure l'Union européenne.

Les oligarchies (constituées du parti au pouvoir et de la majorité de l'opposition) néolibérales travaillent à favoriser les intérêts de la bourgeoisie capitaliste au détriment de ceux de l'ensemble de la population. Dans certains pays, ils vont jusqu'à supprimer ouvertement les libertés politiques (liberté de la presse, liberté d'association, syndicalisme...) par la censure politique ou par le contrôle de l'économie pour conjurer les troubles sociaux provoqués par eux-mêmes. Ils empêchent leurs opposants de se poser en force alternative par leur propagande médiatique ou par leurs coups d'État. Le néo-libéralisme, appelé aussi ultra-libéralisme ou intégrisme libéral, pour imposer le libéralisme économique, élimine la liberté politique, la vraie. Il travaille à la sauvegarde des principes du droit naturel de la propriété privée des moyens de production. C'est justement ce qu'ont fait au Chili, Pinochet et les Chicago boys. Pour les mêmes raisons, dans le passé, les tenants du libéralisme économique ont soutenu des régimes dictatoriaux tels que le régime de Vichy, la dictature de Salazar, celle de Franco, du nazisme, etc..

Le régime fasciste italien, durant les années 1922-1925, instaura le libéralisme économique par l'intermédiaire de son ministre DeStefani, et ceci de manière arbitraire, en interdisant les grèves ouvrières et par l'action répressive de milices terroristes sous les ordres du gouvernement fasciste. Mussolini, avant de s'emparer du gouvernement en 1922, s'était présenté comme un libéral. Il avait présenté son programme politique et économique comme étant une volonté de combattre l'économie de guerre et de la « libéraliser ». Il s'était ainsi attiré les faveurs des adeptes du libéralisme économique.

Le coup d'État de 1976 par les militaires sous les ordres de Jorge Rafael Videla, avait permis d'amener une libéralisation de l'économie d'Argentine. Le putsch avait été soutenu par l'Église catholique. Le ministre José Martínez de Hoz, proche du secteur bancaire et financier des États-Unis, recommandé à la dictature par le Conseil des chefs d'entreprise d'Argentine, avait mis en place une politique permettant d'accroître le commerce extérieur et les investissements étrangers. Les prix furent libres de tout contrôle par l'État et les taxes douanières réduites au minimum. L'économie fut laissée aux spéculateurs et aux entreprises multinationales. Après dix mois de cette politique, les salaires avaient baissé de moitié. Les syndicats, notamment « Luz y Fuerza », et la résistance populaire à ces politiques économiques furent cassés par le terrorisme d'État. Les travailleurs de la compagnie publique d'électricité SEGBA se mirent en autogestion, mais la dictature mit fin rapidement à l'expérience en les licenciant. Les conventions collectives furent supprimées. La banque mondiale exigea et obtint la privatisation de la SEGBA.

Le régime politique de Hong Kong, durant les années 80, fut instauré sans

même un semblant de suffrage universel. Pas de pseudoélections, et aucun semblant d'écoute des mouvements sociaux. Les vannes furent ouvertes toutes grandes au libéralisme économique...

En août 1996, en Corée du Sud, le gouvernement du président Kim Young-Sam réprima violemment des manifestations étudiantes. À la fin décembre 1996, il imposa de nouvelles législations sur le travail pour instaurer le libéralisme économique. Les travailleurs sans protection pouvaient être licenciés à tout moment, et sous n'importe quel prétexte. Des briseurs de grève pouvaient prendre leur place en cas de grève et ce fut la chasse aux syndicats... Mais la propagande capitaliste, lorsqu'elle parle de radicalisme, parle de la Corée du Nord (la socialiste...).

Pendant ce temps, à Taïwan, les libéraux et les grosses entreprises, hostiles à la démocratie, la vraie, inquiets devant la montée du mouvement ouvrier, menacèrent de geler leurs investissements si cet état de fait persistait... En Occident, les néolibéraux parlent en plus de délocalisation, de déficit zéro pour les États, d'éliminer les acquis sociaux, caisses de retraite, etc., etc., etc.. Les mots en vogue dans le domaine économique sont : libre-échange, protectionnisme, concurrence, monopole, libre entreprise, interventionnisme (lorsqu'un État ose...), privatisations, nationalisations (le mal à éviter...), etc....

Les néolibéraux à la tête des États occidentaux favorisent le laisser-faire des entreprises en concurrence dans le marché. Si l'entreprise va bien, elle peut empocher tous les profits. Si elle est au bord de la faillite, les États au service du capital, sous prétexte de « sauver » des emplois, placent les deniers publics dans les coffres des compagnies, des banques, etc.. Pour reprendre le cliché : privatisation des profits et socialisation des déficits. Puis, les entreprises peuvent reprendre leur petit jeu, allant même jusqu'à chercher à accaparer le « marché » de la Santé, de l'Éducation et autres services publics grâce aux privatisations déguisées ou non. Nos sociétés baignent dans le servage-esclavage camouflé, la répression ouvrière, syndicale, étudiante, l'exploitation de la « masse » telle que nommée avec mépris par les bourgeois, etc....

Pour la bourgeoisie capitaliste, le droit de propriété passe avant tous les autres droits. L'État doit être gouverné par elle, d'où la dictature médiatique, le contrôle de la pensée de ceux qui étaient des citoyens et la mainmise sur les États. Les bourgeois sont devenus les rois. Leur royaume s'appelle Wall Street, leurs palais sont les bourses d'Occident. Ils nous ont ramenés à un libéralisme aristocratique où règne le libéralisme économique. Ils se confortent à l'idée qu'ils sont les individus les mieux adaptés de la société puisqu'ils font partie des plus hautes sphères de cette société. Ils peuvent ainsi prétendre que les pauvres souffrent des inégalités du fait qu'ils ne sont pas bien adaptés aux contraintes que suppose la vie en société et qu'ils sont victimes de la sélection naturelle suivant la théorie de Darwin sur l'évolution. Même des médecins et psychiatres influencés dans leur pratique par les idées socio-darwinistes prononcent des diagnostics de « disposition névrotique

sentimentale morbide accompagnée d'une sorte de déficit de vitalité » chez les pacifistes et autres philanthropes...

Les néolibéraux en somme, travaillent à la mise en place d'orientations politiques comme la dérégulation des marchés (qui doivent se « réguler eux-mêmes » par le jeu de la concurrence et des « lois du marché ») et la disparition progressive du secteur public au profit du privé. Ils n'ont aucun scrupule à accroître les inégalités, à déstabiliser le tissu social et à piller les ressources naturelles, quitte, par le transport du pétrole sale des sables bitumineux d'Alberta (Canada) à travers le Québec, à détruire l'environnement (pipeline), quitte à tuer des dizaines de personnes (Lac Mégantic), quitte à détruire tout le biotope d'une région (île d'Anticosti) pour peu qu'ils engrangent leurs profits.

Le capital s'est internationalisé. Il a échangé et fait circuler du capital dématérialisé (des actions) sur le marché mondial. Ces échanges de capitaux n'impliquaient aucun déplacement physique, et n'étaient qu'une simple écriture électronique dans les ordinateurs des banques du monde. Le marché des actifs négociables s'est implanté dans de nouveaux domaines comme l'eau, l'électricité, etc.. Il étend son champ d'action sans vergogne. Avec son pétrole par exemple, il se donne le droit de polluer. La Bourse du carbone ne lui suffit pas, il s'adjudge aussi le droit de détruire l'écosystème.

Le capital, propriétaire de la langue, parce que propriétaire des dictionnaires, en est arrivé à masquer la réalité. Les individus, groupes, associations et partis politiques qui veulent travailler au bien commun en utilisant l'État comme instrument, sont des « radicaux » selon la définition qu'en donnent ses dictionnaires. Les néolibéraux, incluant les Pinochet de ce monde, eux, se situent au « centre », donc sont des « modérés »...

Quoi de plus radical que celui (le néolibéral) qui, par cupidité est prêt à toutes les bassesses, et même à tuer quiconque se placerait en travers de son chemin pour l'empêcher d'arriver à ses fins ? Mais pourtant...

C'est pour quand le Dictionnaire du peuple ?

Michel

À écouter : Che Guevara par ~~Jean Baez~~ Carlos Puebla (version originale - modifié par LGS - sans rancune, Michel ?)

Sources :

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Radicalisme>

<http://politique.eu.org/spip.php?article770>

<http://www.wikiberal.org/wiki/Lib%C3%A9ralisme>

<http://fra.anarchopedia.org/Lib%C3%A9ralisme>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/N%C3%99olib%C3%A9ralisme>

EN COMPLEMENT :

La propagande ambiante a créé cette illusion que le socialisme (et donc ses partisans) est « responsable » de ses erreurs ou errements ou insuffisances alors que le capitalisme (et donc ses partisans) n'est responsable de rien - puisqu'il ne serait que l'expression d'un système « naturel » qui passe son temps - outrecuidance totale - à qualifier tout ce qui bouge de « radical » ou « extrémiste ».

Qu'y a-t-il donc de si « radical » à plonger - même tout habillé - dans un lac pour tenter de sauver quelqu'un de la noyade - même si on ne nage pas aussi bien qu'on le croyait ? Que signifie cette « radicalité » par rapport à l'attitude infiniment plus extrémiste et « criminelle » qui consiste à observer impassible la scène en poussant des soupirs d'agacement avec son hors-bord soigneusement amarrée à proximité ?

En réalité, plus on est « raisonnable » et « pragmatique », plus la critique du capitalisme se doit d'être radical. Mais peut-on pour autant qualifier ceux qui le critiquent de radical ? Lancer une bouée, éteindre un incendie, partager une gourde d'eau au milieu du désert, n'ont jamais constitué des actes « radicaux ». Alors pourquoi la redistribution des richesses, l'organisation de la société autrement que par des « lois de l'offre et la demande » le seraient-elles ?

Le « naturel » du capitalisme est distillé cent fois par jour, simplement par le vocabulaire employé dans les médias. Je ne m'en lasse pas de souligner comment les médias martèlent le « régime communiste » de La Havane ou le « régime populiste » de Caracas, mais jamais le « régime capitaliste » de Washington. Dans les médias, le capitalisme n'est jamais un régime, le capitalisme « est », tout simplement, et flotte quelque part, là, au-dessus de nous.

Contrôlez le vocabulaire, vous contrôlez le débat

L'insoutenable bruit du claquement des tongs de la pensée anticommuniste.

<http://www.legrandsoir.info/L-insoutenable-bruit-du-claquement-des-ton...>

<http://www.legrandsoir.info/le-radicalisme-le-vrai.html>